

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

10 janvier 2019

LOI DE PROGRAMMATION 2018-2022 ET DE RÉFORME POUR LA JUSTICE - (N° 1548)

Commission	
Gouvernement	

Non soutenu

**AMENDEMENT**

N ° 398

présenté par

M. Ciotti, M. Ramadier, M. Abad, Mme Duby-Muller, Mme Valérie Boyer, M. Thiériot,  
M. Cinieri, Mme Le Grip, M. Jean-Claude Bouchet, M. Deflesselles, M. Hetzel, Mme Tabarot,  
M. Saddier et Mme Trastour-Isnart

-----

**ARTICLE 54**

Supprimer cet article.

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

L'article 54 prévoit l'expérimentation de deux dispositions relatives aux cours d'appel. D'une part, il autorise la désignation par décret de chefs de cour d'appel chargés d'accomplir des missions d'animation et de coordination vis-à-vis des autres chefs de cour au sein d'une même région. D'autre part, il permet de déterminer par décret des cours d'appel spécialisées pour connaître de certains contentieux civils.

Cette réforme serait source de complexité d'organisation sans présenter d'utilité pour le justiciable. Le présent amendement propose donc de le supprimer.